

Repères sur la Turquie n° 9 *Les contradictions de la politique kurde d'Ankara : leçons tirées des grèves de la faim de 2012*

Delphine Nerbollier

Après une année 2012 particulièrement éprouvante sur le front de la question kurde, 2013 a débuté avec deux événements de taille : l'annonce officielle de la reprise des négociations entre Ankara et Abdullah Öcalan, le chef historique du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et l'assassinat, à Paris, le 10 janvier, de trois militantes de cette même organisationⁱ. Alors que la lumière reste encore à faire sur ces meurtres, certains estiment qu'ils sont liés à la reprise du dialogue entre l'État turc et « Apo », le surnom d'Öcalan en Turquie. Ce drame rappelle en tout cas, s'il le fallait, l'extrême tension régnant autour du dossier kurde.

Les grèves de la faim : un retour aux heures noires de la Turquie ?

Marquée par le scandale d'Uludereⁱⁱ, l'année 2012 avait été très tendue et s'est achevée dans un climat de violence rarement égalé par le passé. Les affrontements quasi quotidiens entre les combattants du PKK et l'armée ont débouché sur un des bilans les plus meurtriers depuis l'arrestation du leader kurde, Abdullah Öcalan, en 1999. Même paroxysme au niveau politique, le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan multipliant les salves contre le parti pro kurde du BDP (*Barış ve Demokrasi Partisi*, Parti pour la paix et la démocratie) tandis que les arrestations de sympathisants kurdes mis en cause dans le cadre de l'affaire dite du KCKⁱⁱⁱ se poursuivaient. Enfin, le 12 septembre 2012 a débuté l'une des grèves de la faim les plus longues et les plus suivies de ces quinze dernières années en Turquie.

Les grèves de la faim menées durant l'automne 2012 par des centaines de militants kurdes ont polarisé à outrance les positions en Turquie autour de la question kurde. Elles ont aussi imposé Abdullah Öcalan, le leader du PKK, comme acteur central des négociations de paix.

Delphine Nerbollier est une journaliste indépendante installée à Istanbul depuis 2004 d'où elle collabore avec les quotidiens francophones *La Croix*, *Le Temps* et *Le Soir*.

« Repères sur la Turquie » propose un éclairage ponctuel original sur des sujets d'actualité.

Programme « Turquie contemporaine »
Le programme de recherche « Turquie Contemporaine » de l'Ifri offre régulièrement des outils d'analyse à destination du grand public et des décideurs. Il vise également à promouvoir le dialogue franco-turc à travers des partenariats diversifiés entre les sociétés civiles des deux pays.

Une soixantaine de prisonniers kurdes ont mené cette action durant 68 jours et 600 autres personnes ont rejoint le mouvement en cours de route, mettant fin à leur action le 17 novembre, à l'appel d'Abdullah Öcalan. Le choix d'un tel mode d'action collectif a replongé le pays dans les décennies noires de 1980 et 1990 lorsque les grèves de la faim étaient devenues le principal moyen de revendication des détenus kurdes et militants d'extrême gauche dénonçant leurs conditions de détention et la pratique de la torture. Le retour des grèves de la faim a aussi focalisé l'attention sur la manière dont les autorités turques allaient gérer la crise, les précédents mouvements de ce genre s'étant soldés par de véritables fiascos^{iv}.

Les grèves de la faim de 2012 sont la conséquence directe de la stagnation politique de la question kurde depuis 2009, les demandes des grévistes étant toutes liées à des dossiers bloqués depuis cette date. C'est le cas du droit à la défense en langue maternelle : depuis 2009, la plupart des audiences liées à l'affaire KCK ont été repoussées face au refus des juges d'entendre les prévenus se défendre en employant la langue kurde. Le dossier s'est enfin dénoué au Parlement courant janvier 2013. Même problème autour du droit à l'enseignement en kurde, débattu sans résultat par la commission parlementaire chargée de rédiger une nouvelle constitution^v. Quant aux conditions de détention d'Abdullah Öcalan, fondateur du PKK emprisonné à vie sur l'île d'İmralı, elles se sont dégradées depuis l'échec en mai 2011 des négociations de paix menées en secret, en Norvège, entre l'État turc et le PKK. Apo ne reçoit plus la visite de ses avocats, accusés de relayer sa propagande, et dont la plupart ont été incarcérés.

Polarisation de la société et du gouvernement

Les grèves de la faim ont une nouvelle fois révélé l'extrême polarisation de la société turque sur la question kurde, notamment par le biais d'une couverture médiatique *a minima* dans la presse progouvernementale. L'événement a certes été suivi par les journaux et médias conservateurs et religieux tels que *Zaman*, *Yeni Şafak*, *Sabah* et les chaînes de télévision 24, Samanyolu, TGRT, mais en mettant systématiquement en cause le parti BDP, soupçonné de manipulation sur les détenus pour faire passer son propre message politique. Laissant peu de place aux témoignages des familles, relayant peu ou pas les nombreuses actions de soutien et les affrontements dans les rues de Diyarbakır, les médias turcs ont fait la part belle aux propos des membres du gouvernement.

L'épisode a aussi mis à jour les tensions existant au sein du parti AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement) au pouvoir. D'un côté, le Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, a tenu une ligne radicale et nationaliste sur un dossier aux conséquences humaines potentiellement dramatiques. À aucun moment, il n'a tenté de rassurer les familles des grévistes même lorsque le seuil médical critique des 60 jours a été dépassé. Il a en revanche qualifié à plusieurs reprises l'action des grévistes de la faim de « chantage » et de « bluff ». Cette attitude « droit dans ses bottes » a soulevé la colère des sympathisants kurdes prompts à rappeler l'image habituellement humaniste que Recep Tayyip Erdoğan est soucieux de donner au reste du monde, notamment lorsqu'il traite du sort des Palestiniens ou de la question somalienne. Pour le sociologue Mesut Yeğen, de l'université Şehir d'Istanbul, cet « énorme hiatus » s'explique par le fait que le Premier ministre perçoit les Palestiniens comme des « victimes » contrairement aux Kurdes jugés « naïfs et trompés par leurs représentants politiques, eux-mêmes considérés comme les représentants du mal »^{vi}.

Face à cette posture intransigeante, certaines figures de l'AKP ont tenté de rectifier le tir sans

toutefois pouvoir s'opposer frontalement au Premier ministre. C'est le cas du ministre de la justice, Sadullah Ergin, et du vice premier ministre, Bülent Arınç, qui ont cherché à ramener les grévistes à la raison en accélérant la présentation au Parlement du projet de loi sur le droit à la défense en langue maternelle. Mêmes tentatives d'apaisement de la part du président de la République, Abdullah Gül, qui n'hésite plus à désavouer le tournant nationaliste de la politique de Recep Tayyip Erdoğan.

Sentiment d'abandon chez les Kurdes

Du côté des Kurdes, le long bras de fer autour des grèves de la faim a eu des conséquences psychologiques de taille. Diyarbakır, la principale ville kurde de l'Est du pays, a été durant deux mois le théâtre de heurts quotidiens entre policiers et manifestants. À tel point que les représentants des forces de l'ordre ont à un certain moment demandé au co-président du BDP, Selahattin Demirtaş, d'imposer une pause des manifestations afin que leurs hommes se reposent... Passés les 60 jours de grève, la colère de la population locale s'est transformée en quasi-fureur à l'idée que certains grévistes pourraient mourir, comme ce fut le cas lors des grèves de 1996 lors desquelles 12 détenus étaient décédés. Cette possible répétition de l'histoire a accéléré ce que Mesut Yeğen nomme la « rupture psychologique » des Kurdes. Au 61^e jour de grève, Nurcan Baysal, du centre de recherche DISA de Diyarbakır^{vii} se disait « horrifiée par l'absence de compassion (...) pour les souffrances et les demandes des Kurdes ».

Sans être nouveau, ce sentiment de rupture et d'abandon a gagné en intensité depuis le massacre d'Uludere de décembre 2011. Un an après les faits, aucune réponse n'a été apportée aux familles des victimes. Celles-ci refusent de percevoir les indemnités financières proposées par l'État en l'absence d'excuse et d'éclaircissement sur les causes du bombardement. Ces griefs sont fréquemment entendus dans l'Est du pays, mais aussi chez les Kurdes installés dans les grandes villes de l'Ouest et souvent plus assimilés à la société turque. De nombreux Kurdes d'Istanbul jugent avec sévérité l'attitude du gouvernement et l'absence de compassion du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan. Celui-ci avait pourtant éveillé de nombreux espoirs auprès des Kurdes avec sa politique « d'ouverture démocratique » annoncée en 2005 et officialisée en 2009^{viii}. Mesut Yeğen considère en revanche que l'AKP a multiplié depuis 2011 les erreurs et engendré une énorme déception auprès de ses électeurs kurdes conservateurs et religieux, et que les événements d'Uludere et la gestion des grèves de la faim sont les derniers facteurs de ce désamour.

Öcalan, clé de la résolution des grèves

Si l'issue des grèves de la faim, le 17 novembre, a suscité un immense soulagement, elle a aussi laissé un goût amer parmi ceux qui ne sympathisent pas avec la cause kurde. Car c'est à l'appel d'Abdullah Öcalan que l'action a été abandonnée. Le fondateur du PKK, par l'intermédiaire de son frère autorisé à lui rendre visite, a estimé que les demandes des grévistes avaient été entendues. Ironie de l'histoire, à Diyarbakır, ce sont les forces de l'ordre turques qui ont relayé par haut-parleurs l'appel d'Öcalan afin de disperser la foule.

La résolution pacifique des grèves semblait donc marquer le retour en force du *leader* kurde, pourtant emprisonné, dans la vie politique du pays. Ali Rıza Bilgili, co-président de la section stambouliote du BDP, affirme avec simplicité qu'Abdullah Öcalan « a sauvé » les Kurdes « du chaos » vers lequel l'AKP les menait : « Nous avons retrouvé le moral »^{ix}. Le rôle déterminant joué par Öcalan a été relevé par l'ensemble de la presse nationale, même par les commentateurs les

plus virulents envers le PKK ^x. Recep Tayyip Erdoğan a lui aussi reconnu, hors micro, le rôle « efficace »^{xi} d'Abdullah Öcalan. Selon le commentateur politique Fatih Altaylı, celui-ci serait aujourd'hui « l'homme le plus puissant de Turquie après le Premier ministre »^{xii}.

Si le chef historique du PKK a appelé à l'arrêt des grèves, c'est en partie car les négociations ont repris entre l'État et lui. Des membres des services de renseignement l'ont rencontré à trois reprises durant les deux mois de grève, puis à nouveau fin décembre 2012, alimentant les spéculations sur une possible reprise des négociations avec les commandants du PKK installés dans les montagnes nord irakiennes de Kandil. Le contenu d'une éventuelle feuille de route pour le désarmement de la guérilla a ensuite largement fuité dans la presse courant janvier 2013.

Le bâton et la carotte

Conscient que toute solution passe, à terme, par un accord de désarmement du PKK, Recep Tayyip Erdoğan a tendu une perche aux combattants kurdes en les appelant à déposer les armes et en leur faisant miroiter la possibilité de pouvoir partir à l'étranger. Le chef militaire du PKK, Murat Karayılan, a rejeté cet appel et expliqué que le contexte géopolitique n'incite pas à abandonner les armes, vu le chaos qui règne en Syrie et en Irak. Il a toutefois ajouté pouvoir prendre cette proposition en considération si Ankara tient compte des demandes de son mouvement.

Dans le même temps, fidèle à sa récente stratégie consistant à favoriser Öcalan et Kandil comme interlocuteurs au détriment du BDP – qui compte pourtant 29 députés au Parlement - Recep Tayyip Erdoğan a contre-attaqué. En plus de la reprise des arrestations dans le cadre de l'affaire KCK, il s'est dit favorable à la levée de l'immunité de 10 députés pro-kurdes. Ces derniers avaient créé la polémique au mois d'août en saluant chaleureusement un groupe de combattants du PKK dans la région de Şemdinli. Si leur immunité était levée, ils pourraient être jugés pour leurs liens supposés avec l'organisation armée. Une menace nettement plus sérieuse que celle lancée en novembre au sujet d'un éventuel rétablissement de la peine de mort pour les actes terroristes, qui serait très difficile à mettre en œuvre.

En visant les élus du BDP, Recep Tayyip Erdoğan tente de reprendre la main alors que les nationalistes du MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti de l'action nationaliste) lui reprochent d'avoir cédé dans la gestion des grèves de la faim. Le commentateur Mehmet Tezkan, (*Milliyet*) considère ainsi que Tayyip Erdoğan « agit en fonction des enquêtes d'opinion afin de conserver ses chances d'être élu président de la République en 2014 »^{xiii}, et se fend de quelques mesures nationalistes ou conservatrices lorsque les sondages indiquent une baisse de sa popularité. Pour son parti, l'AKP, l'élection ne se gagnera pas à l'Est - le parti semble avoir obtenu par le passé le maximum de voix possibles de la part des Kurdes - mais en Anatolie, auprès des électeurs conservateurs, religieux et nationalistes. « Erdoğan a définitivement tiré un trait sur l'électorat kurde », constate le commentateur politique Mehmet Altan^{xiv}.

Lever l'immunité parlementaire de ces 10 députés serait perçu comme un signal politique négatif. Les députés du BDP se disent prêts à démissionner en bloc si leurs collègues sont poursuivis en justice, ce qui ouvrirait une crise politique majeure. Ali Rıza Bilgili du BDP note ainsi que si le parti a jusqu'à présent joué le jeu démocratique, cela pourrait changer à l'avenir : « Malgré le seuil électoral de 10 % qui nous est défavorable, nous avons présenté des candidats aux législatives et les avons élus. Si demain on nous force à quitter le Parlement, nous n'aurons pas d'autre choix que de chercher notre voie, seuls »^{xv}. Conscient des éventuelles conséquences politiques d'une

telle décision, le président de la République, Abdullah Gül, a de nouveau pris le contre-pied du Premier ministre en estimant que la levée de l'immunité des 10 députés « retarderait la nécessaire résolution » du problème^{xvi}.

Le spectre d'une rupture politique est d'autant plus inquiétant que le dossier kurde évolue rapidement sur le plan régional. En Irak, les Kurdes jouissent aujourd'hui d'une autonomie de fait ; en Syrie, le rapport de forces bouge en leur faveur via l'insurrection en cours. Mesut Yeğen déplore ainsi « l'asymétrie et la déception » : « le monde change, sauf en Turquie où, au mieux, nous débattons encore du bien fondé de l'enseignement en langue maternelle ».

Vers un printemps kurde en Turquie ?

Confronté aux bouleversements régionaux, le Premier ministre turc campe sur des positions nationalistes. S'il rappelle, non sans raison, qu'il a mis un terme à la politique étatiste négationniste envers les Kurdes, il rechigne à franchir une ligne rouge qui consisterait à leur accorder des droits collectifs. Dans le même temps, il joue lui-même la carte de la rupture politique via ses appels répétés en direction des représentants du BDP pour qu'ils choisissent « entre Ankara et Kandil ». Ces derniers répondent que leur choix est déjà fait, puisqu'ils siègent au Parlement mais que toute « provocation » du gouvernement – telle que la levée de leur immunité – entrerait en totale contradiction avec le cours de l'Histoire, et notamment avec ce que vivent les autres communautés kurdes de la région, en Irak et en Syrie.

Pour l'heure, les dirigeants du BDP regardent avec intérêt ce qui se passe de l'autre côté de la frontière, persuadés que « le XXI^e siècle sera celui des Kurdes »^{xvii}. Mais s'ils affirment nécessaire de soutenir la lutte de leurs frères d'Irak et de Syrie, ils refusent d'évoquer publiquement tout projet d'indépendance. Leur objectif reste l'obtention d'un système d'autonomie régionale à l'espagnole qu'ils savent toutefois peu envisageable dans le contexte actuel. Le gouvernement turc a certes introduit en novembre quelques nouvelles mesures de décentralisation, mais le terme d'autonomie – tout comme la redéfinition de la notion de citoyenneté demandée par le BDP – reste tabou auprès de la plupart des membres de la commission parlementaire qui planche sur la rédaction d'une nouvelle constitution.

Dans ce contexte de suspicion mutuelle, la reprise du dialogue entre l'État et Öcalan est sans conteste une avancée majeure. Menée par des agents des renseignements turcs, elle est à l'évidence l'une des conséquences des grèves de la faim de l'automne dernier et du retour d'Öcalan sur le devant de la scène. Ces pourparlers ont été soutenus par le parti d'opposition kemaliste CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, Parti républicain du peuple), et engendré sans surprise l'opposition des nationalistes du MHP.

Cette nouvelle, et courageuse, tentative du dialogue pâtira-t-elle de l'assassinat des trois militantes du PKK, le 10 janvier à Paris, et dont les commanditaires restent inconnus ? L'incertitude qui persiste autour du drame a attisé la suspicion des sympathisants kurdes concernant la sincérité du processus de paix. À Ankara, Erdoğan continue semble-t-il d'hésiter entre le désir de devenir l'artisan de la paix et des velléités nationalistes. À un an d'élections municipales et présidentielle et alors que la région s'enflamme, les contradictions de la politique et de la rhétorique du Premier ministre turc sur le dossier kurde ne sont pas résolues.

ⁱ Il s'agit de Sakine Cansız, confondatrice du PKK, Fidan Doğan et Leyla Söylemez, deux militantes actives dans les milieux européens .

ⁱⁱ Village situé à la frontière irakienne, où a eu lieu le 28 décembre 2011 une bavure de l'aviation turque, dans laquelle 35 civils d'origine kurde ont été tués.

ⁱⁱⁱ Le KCK (Koma Civakên Kurdistan en kurde; Union des communautés du Kurdistan) est une organisation politique kurde créée en 2005 dont le président honoraire est Abdullah Öcalan. Elle vise à promouvoir l'autonomie politique des kurdes via la mise en place d'un « confédéralisme démocratique » en dehors de tout lien étatique. Qualifié de branche urbaine du PKK, le KCK est considéré comme terroriste par Ankara qui a lancé en avril 2009 une série d'arrestations, toujours en cours. Parmi les milliers de personnes arrêtées se trouvent des sympathisants et membres du parti pro-kurde BDP, des syndicats, journalistes, académiciens, avocats, étudiants etc...

^{iv} En 1996, en l'absence de solution politique, 12 détenus étaient décédés des suites d'un jeûne dit « de la mort » mené par 355 prisonniers à travers le pays. En décembre 2000, les autorités turques tentèrent de mettre fin à ce même genre d'action via l'opération dite « retour à la vie ». Lancée le 19 décembre 2000 dans 20 prisons du pays, elle entraîna la mort de 30 détenus et deux gendarmes.

^v Le gouvernement a toutefois approuvé des cours facultatifs de langue kurde au collège et lycée, réforme entrée en vigueur à la rentrée 2012.

^{vi} Entretien réalisé le 28 novembre 2012.

^{vii} Le DISA (*Diyarbakır Institute for Political and Social Research*, www.disa.org.tr) focalise ses recherches sur la question kurde. Une partie de son équipe fondatrice vient d'un autre *think tank* libéral, TESEV. www.disa.org.tr

^{viii} En août 2005, Recep Tayyip Erdoğan a reconnu lors d'une visite à Diyarbakır que l'Etat turc a commis des erreurs par le passé envers les Kurdes. En janvier 2009, il a annoncé le lancement d'une chaîne de télévision publique en langue kurde, TRT Şeş, et autorisé la création de départements de langue kurde dans les universités. L'AKP a rallié dans Sud-Est plus de suffrages que le parti DTP pro-kurde lors des législatives de juillet 2007.

^{ix} Entretien réalisé le 27 novembre 2012.

^x Mümtaz'er Türköne, « Kim kazandı », *Zaman*, le 20 novembre 2012.

^{xi} <http://siyaset.milliyet.com.tr/imrali-nin-mesaji-da-bu-sonda-etkili-oldu/siyaset/siyasetyazardetay/20.11.2012/1629666/default.htm?ref=haberici>

^{xii} Emission « Medyakritik », diffusée le 19 novembre 2012 sur la chaîne *Habertürk*.

^{xiii} Emission « Merkez Siyaset », le 20 novembre 2012, sur KanalTürk.

^{xiv} Sur la chaîne IMC, le 21 novembre 2012.

^{xv} Entretien réalisé le 27 novembre 2012.

^{xvi} « Ne nous poussons pas nous-mêmes dans une voie sans issue », a-t-il lancé le 29 novembre 2012.

^{xvii} Propos tenus par la députée Aysel Tuğluk, le 6 octobre 2012.